

## **Roger BARRALIS**

**Né le 1<sup>er</sup> août 1945 à Cannes (Alpes maritimes) ; marié en 1972 avec Jacqueline MAURY ; deux enfants, en 1973 et 1977 ; dirigeant local (1963-1966), puis national (1968-1970) de l'UNEF ; membre du secrétariat national étudiant (SNE/ESU) du PSU en 1966/67 et de 1968 à 1970 ; membre du bureau national du syndicat CGT de l'ONIC de 1975 à 1983 ; adhérent du PSU de 1966 à 1986.**

Roger Barralis s'éveille à la politique au moment de la défaite de Dien Bien Phu et de la guerre d'Algérie, et à la gauche, en fin d'études secondaires, au contact d'amis comme Jean-Pierre Cotton. A la rentrée universitaire 1963, après un Bac scientifique, il s'inscrit en droit à la faculté d'Aix-en-Provence, et habite en cité universitaire, où il est membre du bureau de l'Association des Résidents de 1963 à 1965. Il milite à l'Union Syndicale des Etudiants en Droit (USED) qui fait partie de l'Union Générale des Etudiants d'Aix (UGEA) et regroupe les étudiants de gauche face à l'AGEA et à sa Corpo-Droit, tenues par la droite et l'extrême-droite. L'année universitaire 1965-1966 est une année de grande effervescence militante : lors des élections présidentielles de 1965, Roger Barralis contribue à constituer un comité étudiant de soutien à Mitterrand (CESM), dont il est membre du bureau, avec l'UEC, la JEC et les étudiants SFIO. A l'issue de la campagne, il adhère à Aix à la Convention des institutions républicaines, puis en démissionne aussitôt, désapprouvant la tonalité anti-communiste des discours de la CIR à Marseille. Parallèlement, après une vaine tentative de continuation du CESM en un Comité Gauche Etudiante (l'UEC interdit à ses membres d'y participer), il pousse à la création du Rassemblement des Étudiants socialistes (RES), petite formation locale autonome qui décide rapidement de rallier une organisation politique nationale (la SFIO ou le PSU). Conquis par les arguments et la personnalité de Marc Heurgon, le RES adhère au PSU en juin 1966.

En octobre 1966, Roger Barralis s'installe à Paris où il suit un cursus de sciences politiques (il sera diplômé de l'IEP de Paris en 1971) tout en étant inscrit en droit à Assas, où il milite à l'AGEDESEP-UNEF contre l'extrême droite. Sur proposition d'Heurgon, il est élu au secrétariat national étudiant (SNE) du PSU, qui prépare l'accession des ESU à la direction nationale de l'UNEF ; il refuse dans un premier temps d'intégrer le Bureau National de l'UNEF, préférant rester secrétaire à l'organisation et demi permanent des ESU durant l'année universitaire 1966/67. Après le 5<sup>ème</sup> congrès du PSU (juin 67), qui a vu s'affronter les lignes Martinet/ Poperen et Heurgon/Rocard, il démissionne de son poste et devient étudiant-salarié (à mi-temps) en 1967/68 dans une entreprise parisienne, tout en continuant de militer à l'UNEF ainsi qu'aux ESU (où il anime le courant constitué autour du « texte de Marseille ») et au PSU: c'est ainsi qu'il participe aux événements de mai-juin 1968 en tant qu'étudiant tout en adhérant à la création d'une section CGT dans son entreprise. Il intègre officieusement le BN de l'UNEF à l'été 68 et en devient officiellement secrétaire général lors de l'Assemblée Générale de mai 1969, à Dauphine. Il fait partie en 1969 des ESU qui ne souhaitent pas exclure de l'UNEF les « Comités Unef-Renouveau » lancés par le Parti Communiste; mis en minorité, il se retire de la direction, puis y revient à l'automne 1969 pour préparer la transformation statutaire de l'UNEF découlant du congrès de Marseille (décembre 1968) qui avait décidé la création d'un « mouvement politique de masse », basé non plus sur les AGE mais sur des comités d'action. Au congrès d'Orléans de l'UNEF, en 1970, il organise le maintien des ESU au Bureau National face aux oppositions centrifuges des étudiants communistes et des trotskistes lambertistes.

A partir d'août 1970, il accomplit son service militaire en Allemagne ; à son retour, en août 1971, il devient permanent quelques mois au siège national du PSU à la demande de Michel Rocard, et contribue à la passation de pouvoir à la MNEF. Avec Luc Barret, il tente en 1971/72 de lancer un « Centre de Coordination et de Recherches sur le Mouvement Etudiant(CCRME) » ; l'expérience est arrêtée après la publication de deux brochures de textes et de réflexions sur le mouvement étudiant des années 60.

En 1972, Roger Barralis entre à l'Office National Interprofessionnel des Céréales (ONIC) et y milite au Syndicat National CGT. Responsable de sa section parisienne, puis membre de la direction nationale de 1975 à 1983, il fait partie, au titre de son syndicat, de l'opposition interne qui s'organise au sein de la Confédération CGT de 1978 à 1982, et y développe notamment un soutien actif à SOLIDARNOSC.

Dans les années 70 et jusqu'en 1986, Roger BARRALIS milite au PSU, en section d'entreprise à l'ONIC, et en sections locales en banlieue parisienne (92) ; il en est candidat aux élections cantonales de 1979, et membre de sa Commission Nationale Statutaire de 1981 à 1984. Fin 1991, il quitte l'ONIC et entre au Ministère de l'Agriculture; il continue alors à militer au sein d'une association politique locale, « Clamart Autogestion » (devenue en 2001 « Alternative Clamartienne »), créée antérieurement par la section PSU de Clamart.

*SOURCES: fonds Barralis (F delta 1081), BDIC, Nanterre – Entretien avec Roger Barralis, 26 mai 2001.*